

## Rapport sur le Conseil national des secteurs : réunions du secteur de l'éducation

*Centre Sheraton, Toronto, du 6 au 9 octobre 2014*

Du millier de membres du SCFP qui ont participé à la toute première conférence du Conseil national des secteurs (CNS) du SCFP, au centre des congrès du Centre Sheraton, à Toronto, 300 appartenaient au secteur de l'éducation.

Cette conférence, le fruit d'une résolution adoptée au congrès national de 2013, promettait d'être l'occasion de « partager des idées pour obtenir des résultats ». Sa formule permettait aux syndiqués des onze secteurs de répartir leur temps entre des réunions sectorielles et des plénières. Aux plénières, on a eu droit aux discours des dirigeants nationaux, à une allocution du président de l'ASFME, Lee Saunders, à une présentation sur le modèle *Pour un monde plus juste*, à un exposé de la spécialiste américaine des médias Betsy Hoover, ainsi qu'à des tables rondes sur la protection des régimes de retraite et la hausse du salaire de départ.

L'intérêt particulier du CNS résidait dans l'occasion qu'il offrait aux syndiqués de se réunir en famille, secteur par secteur. À en croire la participation du secteur de l'éducation (commissions scolaires), nos membres ont soif de telles occasions. D'ailleurs, selon les commentaires recueillis à la fin du volet du secteur de l'éducation, les syndiqués comptent tirer le maximum des occasions de ce genre.

Les réunions du secteur de l'éducation étaient animées par les coprésidents du secteur : Terri Preston de la section locale 4400 (Ontario) et Brien Watson de la section locale 1253 (Nouveau-Brunswick). Paul O'Donnell du service de la recherche et Cathy Remus du service de l'éducation syndicale leur ont prêté main-forte. Le comité organisateur avait décidé d'accorder le plus temps possible aux participants pour faire connaissance et partager leurs points de vue. La pièce maîtresse de ce programme consistait en une séance de discussion libre animée par Mme Remus et sa collègue Louise Firlotte.

Cette séance, qui avait lieu le mardi matin, avait pour but d'offrir un survol du secteur et une idée de la diversité qui y règne. Les syndiqués étaient répartis en plusieurs tables, où on leur avait assigné une place dès leur arrivée dans la salle. Ils disposaient de plusieurs minutes pour faire connaissance avec leurs nouveaux amis du secteur SCFP de l'éducation. M. O'Donnell a présenté brièvement le secteur, en parlant de la composition démographique de notre effectif, de la taille de celui-ci dans chaque province, etc. Il a souligné son importance au SCFP, où il représente un sixième de tout l'effectif, la prédominance des femmes et l'importance des bons régimes de retraite – après tout, plus de la moitié des syndiqués dans ce secteur ont plus de 50 ans! Ce secteur a été aux prises avec une baisse du recrutement, mais selon les projections, dans la plupart des provinces, le pire est passé.

Puis, les coprésidents, Brien et Terri, ont animé une table ronde réunissant un participant par province (le président ou la présidente du comité sectoriel provincial dans la plupart des cas).

Ces représentants ont répondu aux questions sur la structure de négociation dans leur province, les difficultés rencontrées à l'échelle locale, les solutions mises de l'avant, les priorités locales, leurs alliés et leurs relations avec les autres syndicats. Ils ont eu l'occasion, aussi, de parler de leurs dernières réussites à la table des négociations.

Nous souhaitons dire un gros merci aux participants à cette table ronde :

Terre-Neuve : Derrick Barrett

Nouvelle-Écosse : Wilfridine Crowdis

Île-du-Prince-Édouard : Deb Wervers

Nouveau-Brunswick : Brien Watson et Sharon Thompson

Québec : Marie-Josée Alvarez

Ontario : Terri Preston

Manitoba : Barb Gribben

Saskatchewan : Jackie Christianson

Alberta : Leanne Larocque

Colombie-Britannique : Marcel Marsolais

Après cette table ronde, on a passé la parole aux délégués qui ont pu poser leurs questions et émettre leurs commentaires, ce dont ils ne se sont pas privés! On sentait clairement un désir d'en savoir plus sur le secteur de l'éducation dans les autres provinces, les priorités et les enjeux locaux. D'ailleurs, nous reviendrons sur ce sujet plus loin.

Mardi après-midi, Mme Remus et Mme Firlotte ont présenté les règles pour la séance de discussion libre du lendemain matin. Des dizaines de participants ont proposé des sujets, et ce, même si on leur demandait de rédiger un bref rapport après la discussion.

Ce soir-là, le personnel a passé en revue les sujets proposés en faisant les regroupements qui s'imposaient. Le mercredi matin, les syndiqués ont participé aux groupes de discussion comme suit. Nous avons transcrit les rapports de discussion; ils sont annexés à notre rapport. Merci à Heather Farrow du service de la recherche qui a travaillé sur cette partie de notre rapport.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> N.B. Les rapports de discussion ne donnent qu'une idée partielle des discussions qui ont eu lieu, puisque les participants se concentraient sur le partage de leur vécu plutôt que sur la tenue d'un procès-verbal. Dans certains cas, nous avons complété les rapports avec les notes prises par les membres du personnel. Dans d'autres cas, nous avons combiné les discussions de groupes qui ont abordé le même sujet.

<u>SUJET</u>	<u>NOMBRE DE MEMBRES</u>
Santé-sécurité (y compris composer avec des élèves violents)	45
Respect	15
Intéressement des membres	14
Formule de nettoyage du personnel d'entretien	14
L'appui aux dirigeants locaux	14
Autres tâches sur demande	13
Communiquer l'information aux nouveaux membres	13
Programme « d'appui » à l'assiduité	11
Travail précaire	10
Congés de maladie, régimes de retraite, vacances des aides-éducatrices, salaires (groupe francophone)	10
Sous-traitance	10
Histoire du mouvement syndical	moins de 10
Travail non rémunéré	moins de 10
Formule de financement	moins de 10
Régimes de retraite	moins de 10
Réduction de l'année de travail	moins de 10
Procédures de supplantation et de mise en pied	moins de 10
Financement réservé	moins de 10
Les AE et les soins de santé	moins de 10
Assurance-emploi	moins de 10
Articles de négociation centralisée	moins de 10
Menaces à nos emplois / bénévolat	moins de 10
Consortiums	moins de 10
Jours de perfectionnement et formation	moins de 10

La question de la violence au travail a été si dominante que nous souhaitons résumer ici les rapports qui la concernent.

La violence perpétrée par les élèves envers le personnel se produit à l'école, dans la cour d'école et dans l'autobus. On constate un manque flagrant de formation sur la violence, particulièrement pour les aides-éducatrices, mais aussi pour les autres employés. Les approches varient d'une section locale à l'autre : certaines ont préparé un « formulaire de signalement d'incident violent »; d'autres signalent ces incidents à la commission de santé-sécurité au travail de leur province (CSST, CSPAAAT, etc.). Les comités de santé-sécurité sont utiles, mais certaines sections locales n'en ont pas. Quelques membres affirment que rien n'est fait pour s'attaquer au problème.

Quelques participants ont proposé des stratégies à suivre dans les négociations :

- S'entendre sur le signalement des incidents par le biais d'un rapport en termes clairs;
- Négocier une déclaration selon laquelle aucune violence ne sera tolérée;
- Négocier des clauses sur les enquêtes et le suivi, le signalement en ligne et les plans de sécurité face au comportement;
- Compiler des données pour démontrer l'existence du problème avec des statistiques;
- Négocier la création d'un « groupe de discussion » qui réunirait les syndicats, les comités de santé-sécurité et les hauts fonctionnaires des commissions.

Il faut plus d'éducation : pour les syndiqués, la population, les parents, les commissaires scolaires et les comités de santé-sécurité au travail. Pour sensibiliser la population à ce problème, on a proposé des piquets d'information, des actions en milieu de travail, le refus de travailler, des campagnes, des pressions sur les gouvernements, des présentations devant les commissions de santé-sécurité de chaque province et des vidéos.

À l'échelle nationale, les participants ont réclamé du SCFP national un plus grand nombre de personnes conseillères en santé-sécurité. On a aussi proposé que le comité national de santé-sécurité soit saisi du dossier. Le SCFP devrait aussi faire pression sur les gouvernements fédéral et provinciaux pour que ceux-ci resserrent la loi et la réglementation.

Ces propositions couvrent un large spectre. Certaines sont réalisables à court terme, d'autres à long terme. La violence au travail est un problème critique dans le secteur de l'éducation; nos membres réclament de l'information, de l'action et des ressources pour y faire face.

La séance du mercredi après-midi était consacrée à la communication au sein du secteur, l'évaluation de cette toute première édition des réunions sectorielles en éducation et l'exploration des sujets à aborder à la prochaine édition.

Les coprésidents se doutaient, à l'étape de la planification, que la question de la communication interpellerait les syndiqués de ce secteur. Une brève séance à micro ouvert a permis de dégager quelques thèmes. Nos membres souhaitent avoir plus d'aide et de formation dans la conception de bulletins d'information pour optimiser leurs résultats. Une personne a avancé l'idée que les documents syndicaux doivent capter l'attention des destinataires; ils doivent « sauter au visage ».

Nous avons eu un débat fort animé sur les supports qui marchent le mieux. Certains penchaient vers les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook. D'autres préféraient l'idée d'une page Internet, un forum, où on pourrait débattre et échanger de l'information. Cette page pourrait servir aussi à présenter des webinaires de formation et d'information.

D'autres membres ont rappelé qu'Internet ne rejoint pas encore tous nos membres et que plusieurs personnes en milieu rural n'ont pas de service Internet à haut débit. Quelques personnes ont soutenu que la poste demeure la meilleure manière de rejoindre tout le monde... et que cela a l'avantage de protéger l'emploi de nos facteurs! D'autres ont proposé le téléphone, en rappelant l'efficacité des chaînes téléphoniques. À ce sujet, une personne a mentionné les services de Union Calling.

Entre les méthodes modernes et traditionnelles, quelques personnes ont préconisé les serveurs de liste (listserv). D'ailleurs, il existe deux listes SCFP du genre dans le secteur de l'éducation : ont-schoolboards et canada-schoolboards<sup>2</sup>.

Les coprésidents, en consultation avec les membres et avec l'aide du personnel, travailleront sur les moyens qui seront utilisés pour communiquer avec les membres et pour permettre la communication entre les membres. Ce que nous savons avec certitude pour l'instant, c'est qu'il y aura une, peut-être deux « assemblées populaires » téléphoniques par année entre les coprésidents et les militants du secteur. On a aussi proposé d'enregistrer ces téléconférences pour les rendre disponibles en baladodiffusion ou sur un site Internet.

Pour ce qui est des sujets de la prochaine édition, les propositions ont fusé. Voici les principales :

- Plus de stratégies et d'information sur la santé-sécurité au travail, particulièrement la violence contre les employés;
- Éducation et formation sur la responsabilité légale en ce qui a trait aux interventions médicales faites par le personnel de soutien; débat sur les interventions appropriées;
- Partage d'information sur les gains négociés, particulièrement sur l'augmentation des heures des AE (SCFP 2745 en C.-B. et tables centrales en Ontario).
- Une mise à jour sur les régimes de retraite : la situation d'un océan à l'autre, bonnes et mauvaises nouvelles; les progrès réalisés dans la transition vers des régimes à prestations déterminées.
- Accorder plus d'importance à l'histoire du mouvement syndical.
- Stratégies pour renforcer la position syndicale afin de négocier plus de jours de dégageement pour travail syndical, un nouvel article sur l'orientation des nouveaux membres, et les moyens de pression allant jusqu'au scrutin de grève.
- Nous avons besoin de stratégies supplémentaires pour nous assurer que le financement est dépensé adéquatement : les fonds pour les bibliothèques dépensés dans les bibliothèques, ceux pour les fournitures dépensés en fournitures, etc.
- Plus de stratégies pour lutter contre le travail à temps partiel, les bas salaires et les autres facettes du travail précaire.

---

<sup>2</sup> Pour vous inscrire à l'une ou l'autre, écrivez au confrère O'Donnell à [podonnell@cupe.ca](mailto:podonnell@cupe.ca).

- Idées pour mieux promouvoir ce que font les syndiqués SCFP dans les écoles publiques. Par exemple : mousser le documentaire réalisé par Paul O'Donnell (accessible [ici](#)); faire circuler le cahier d'activités élaboré par le SCFP-Ontario.
- Stratégies pour accroître notre visibilité auprès des commissaires et de la population.
- Améliorer l'accès aux services de la recherche et de l'éducation du SCFP.

Mercredi, en fin de journée, les membres ont eu l'occasion de formuler leurs commentaires sur ce tout premier Conseil national des secteurs. Leurs réactions étaient très fortement positives. Cette réunion répond clairement au besoin des membres du secteur de l'éducation. D'ailleurs, ceux-ci espèrent avoir d'autres occasions de partager et d'en apprendre plus sur le vécu de leurs collègues. Le CNS a débroussaillé un chemin qui devrait permettre aux membres de collaborer dans les dossiers qui les touchent tous. Les participants à cette première réunion se sont montrés impatients de s'engager dans cette voie!

:gr/sepb